

Un « apartheid » gitan près de Paris

Israel Galvàn, qui présente dans la capitale française son spectacle sur l'holocauste gitan, danse pour les « roms » du campement de Ris-Orangis.

François Hollande avait promis, pendant la campagne électorale, que sa politique d'immigration serait différente de celle pratiquée par Nicolas Sarkozy. « *Il n'y aura pas d'expulsions en masse, mais au cas par cas* », avait affirmé le candidat socialiste, et aucune minorité ne sera stigmatisée ni utilisée comme bouc émissaire ». Neuf mois après son arrivée au pouvoir, la promesse a fondu comme un morceau de sucre. Le ministre de l'Intérieur originaire de Barcelone, Manuel Valls, a dépassé le record d'expulsions établi par son prédécesseur, l'ultra-conservateur Claude Guéant. 36 822 étrangers ont été renvoyés dans leurs pays en 2012, contre 33 000 en 2011 (environ 11 % de plus) et 28 000 en 2010, d'après les données officielles. Un tiers d'entre eux étaient des citoyens européens : gitans roumains et bulgares.

Au cours des dernières semaines ont eu lieu divers épisodes de discrimination de la communauté « rom », qui donnent à penser, comme le signalent les associations de défense des droits humains, que la politique de Hollande et de Valls est identique à celle de Sarkozy et de Guéant. A Marseille on a expulsé de manière illégale des femmes enceintes et des enfants. Dans le quinzième arrondissement de Paris, on a refusé de scolariser des enfants gitans. Dans la région du Val-d'Oise on leur a refusé l'accès à la cantine scolaire.

Stéphane Maugendre, leader du Groupe d'Information et de Soutien des Immigrés (GISTI), a dénoncé la brutalité et les mauvais traitements des autorités envers les gitans, et a mis en évidence le fait que ces persécutions « *servent de monnaie d'échange dans un contexte économique et social de plus en plus critique* ».

Le cas de discrimination le plus inquiétant se produit, aujourd'hui encore, à Ris-Orangis, une cité-dortoir située à 23 kilomètres du centre de

Paris, au sud de l'aéroport d'Orly, tout près d'Evry, la municipalité où Manuel Valls a forgé sa légende de politique-gendarme.

Le maire de Ris-Orangis, un endroit désolé urbanisé dans les années soixante où l'on voit très peu de blancs, est Stéphane Raffalli, homme politique socialiste du département de l'Essonne, fief électoral de Valls et du PS. Raffalli a déclaré la guerre aux campements illégaux de Gitans, et attiré l'attention sur un bidonville construit en août dernier par quelques familles roumaines sur un terrain vague situé en contrebas de la Nationale 7.

Son intention de démolir les baraques s'est heurtée à l'avis du propriétaire du terrain, le Conseil Général, qui s'est opposé à l'évacuation. Mais cela n'a pas fait reculer le maire, qui, en septembre dernier, a refusé de scolariser treize enfants du campement dans l'établissement scolaire local. « C'est un cas évident d'apartheid » affirme Sébastien Thiéry, fondateur de l'association PEROU, qui a construit dans le campement une « ambassade », grande cabane en bois de pin qui sert à la fois d'église et de salle de dessin.

Raffalli allègue que les classes sont pleines, que les dossiers des enfants sont incomplets, qu'il n'a pas les moyens de gérer « tant de pauvreté », et pour l'instant il a seulement accepté de placer les élèves gitans, dont l'âge se situe entre 4 et 12 ans, dans une classe spéciale, annexe du gymnase. Cela semble toujours mieux que la solution imaginée à Saint-Fons, périphérie de Lyon, où les enfants « roms » sont scolarisés depuis novembre dans un commissariat. Les ONG ont appliqué à ce nouveau concept l'expression de « classes ethniques », et tant le Ministère de l'Éducation que le Défenseur des Droits, Dominique Baudis, continuent à exiger l'inscription des enfants. Il y a une semaine Baudis a donné dix jours de délai à Raffalli pour qu'il respecte la loi. Mais, d'après ce que fait remarquer Anne, une jeune bénévole du campement « les maires savent que si les enfants sont scolarisés il sera beaucoup plus difficile d'expulser leurs familles ».

Dans le campement, vendredi fut un jour de grande fête. L'étoile du flamenco, Israel Galvàn, le révolutionnaire danseur sévillan, s'est rendu dans le campement pour danser et connaître par lui-même la situation de ces gitans. Galvàn

présente ces jours-ci au Théâtre de la Ville son spectacle *Lo Real*, une vision de la persécution nazie et de l'Holocauste gitan — *Porraimos*, en langue calé — qui causèrent la mort de 600 000 romanies et sintis.

Auprès du « *bailaor* », dont la mère est gitane, se trouvaient Pedro G. Romero, directeur artistique de *Lo Real*, les « *palmeros* » Bobote et Caracafé — qui habitent le ghetto gitan de Séville « *Las 3000 Viviendas--*, et Carmen Lériida, Uchi, danseuse issue d'une vieille lignée d'artistes de flamenco du quartier sévillan de Triana.

Dans le campement se trouvent 30 baraques, plus précaires les unes que les autres. La terre est noire et humide ; il n'y ni eau courante ni électricité. Là vivent 130 adultes et 40 mineurs. De nombreux enfants sont nés en France, car la plupart des familles sont arrivées depuis dix ans, explique Dragomir, un jeune père de trois enfants. Il raconte que lui est arrivé à Paris en 2004, qu'il a été évacué « 16 fois », que tous les habitants du campement sont issus de la même localité — *Bius--*, et que 80 % d'entre eux sont romanies.

Les amphytrions ont dressé une estrade de bois recouverte d'une bâche de plastique pour que Galvàn puisse montrer son art, et sur le portail de l'entrée ils ont peint une phrase du danseur : « Les forces qui vont me manquer un jour, je les dépense maintenant ». Galvàn et le Théâtre de la Ville ont invité 12 habitants du campement pour qu'ils voient *Lo Real* en direct, et d'après ce que relate Dragomir, la doyenne, Ivette, âgée de 80 ans, a pleuré en voyant le spectacle, et en lisant la phrase de Galvàn dans le programme, elle s'est exclamée : « ça, c'est moi ».

Chaussures de sport, pantalon orange et dou-doune, Galvàn danse des « *bulerias* » et « *tonàs* » (un des rythmes les plus ancestraux du flamenco) et quand il termine, ému et heureux, il dit : « j'ai vu de nombreux visages semblables à celui de ma grand-mère... et c'est impressionnant que les photos des années quarante dont nous nous sommes servis pour préparer le spectacle ressemblent à cela. A présent cette œuvre a davantage de sens. *Lo Real* est un regard personnel, non politique, sur le génocide gitan, sur la mort. L'idée c'est que, en dépit des difficultés, ce qui nous sauve, nous gitans, c'est la joie, l'énergie, l'envie de vivre. Voir la joie de ces gens me fait penser que nous avons réussi. Cela remplit l'œuvre de sens, c'est

comme si on fermait un cercle. Le cadeau le plus beau serait que le spectacle contribue à les aider. L'accueil du public de Paris et l'accueil des gens d'ici justifie le travail accompli ».

Emilio Caracafé et Bobote, qui vivent dans le ghetto édifié dans les années soixante par la dictature de Francisco Franco pour éloigner les « *calos* » (gitans) du centre-ville ne peuvent croire ce qu'ils entendent. « C'est un crime d'éduquer ces enfants à l'écart des autres. C'est comme si on leur disait : « vous êtes différents et le serez toujours. C'est comme si on disait que tous les « *payos* » (les non-gitans) sont voleurs parce qu'Urdangarin est un voleur », s'indigne Caracafé.

« Ce qu'est en train de faire la mairie est illégal », leur explique l'activiste Sébastien Thiéry, et cela se passait déjà ainsi sous le gouvernement de Sarkozy. De nombreux maires de gauche et de droite agissent ainsi. Ce n'est pas une question de partis, c'est la société française qui est malade et obsédée par les gitans.

Le problème semble chaque fois plus réel. Vendredi un article de la presse locale débutait par la phrase suivante dite par un habitant de Ris-Orangis : « Le moment est arrivé de sortir les fusils de chasse ». Cependant tous les français n'ont pas cette obsession. Le même jour, une vingtaine de bénévoles de tous âges aidaient à organiser la fête de Galvàn. Et un habitant est arrivé à pied avec un chariot transportant un matelas ; il expliquait « J'ai appris ce qui se passe avec ces gens et j'ai décidé que je veux faire quelque chose pour eux avant de mourir, car j'ai déjà 80 ans ».

Les ONG espèrent que la visite des artistes donnera une visibilité à un problème que de plus en plus de gens en France semblent ignorer. La polémique concernant les expulsions a largement baissé de ton parce que le gouvernement socialiste évite d'attiser verbalement la xénophobie, mais les renseignements indiquent que les démantèlements forcés sont en augmentation.

D'après l'Association Européenne pour la Défense des Droits Humains (AEDH), qui suit depuis plusieurs années les démolitions, 11 803 gitans furent évacués en 2012. Et 65 % (7 594) le furent entre juin, date de l'arrivée au pouvoir des socialistes, et décembre. En 2011 ; Guéant fit évacuer 9 396 romanies, et un an auparavant, lorsque Sarkozy stigmatisa les gitans au cours

de son célèbre discours de Grenoble, à peine 3300.

L'industrie de « l'expulsion volontaire » est bien huilée depuis qu'elle fut instaurée en 2006, et il y a même des autocars spécialisés dans le transport des romanes expulsés jusqu'aux aéroports, où on les embarque dans des vols charters collectifs. Mais, à Paris, il n'est pas rare de voir, aujourd'hui encore, des familles gitanes dormir dans la rue, surtout vers Opéra et Bastille. Près de la place dédiée à la Révolution se trouve le Bureau de l'Immigration et de l'Intégration qui octroie les « aides humanitaires pour le retour des citoyens européens ».

Et pourtant, ce dispositif de rapatriement semble être victime de ses propres paradoxes : son succès l'a rendu inopérant et trop onéreux, car de nombreux expulsés reviennent une seconde fois. Le coût total en 2011 a été de 20,8 millions-9,4 millions pour le transport et 11,4 correspondant à la prime au retour de 300 euros--. Avec la crise, le Ministère de l'Intérieur a réduit le montant des aides et, depuis le 1^{er} février, l'aide aux adultes est passée de 300 euros à 50 euros. Pour les enfants, elle passe de 100 à 30 euros.

Ce changement laisse supposer que les arrivées et les expulsions vont diminuer. « Le problème est que ceux qui restent, comme ceux de Ris-Orangis, ne reçoivent pas d'aides pour respecter les droits élémentaires : logement décent, accès aux soins médicaux, à l'éducation, puisque la France persiste à ne pas recourir aux fonds européens d'aide aux romanes », explique Sébastien Thiéry.

Même si c'est incroyable, la deuxième économie de la zone euro, qui compte 65 millions d'habitants de toutes races, ne parvient pas à trouver le moyen d'accueillir quelques milliers de gitans par an. Le 21 janvier, le Comité Européen des Droits Sociaux du Conseil de l'Europe a condamné Paris pour « violations manifestes » des droits de la communauté gitane.

Ces accusations n'ont pas provoqué la moindre réaction du Gouvernement ni de ses alliés de la gauche radicale. Seuls les écologistes, associés au gouvernement, ont protesté, mais de façon si discrète que le consensus n'est pas entamé. Valls, qui, l'été dernier, s'est efforcé de justifier sa politique, a expliqué qu'il se trouvait contraint aux évacuations car, d'après ses déclarations à ce même journal, les maires de gauche lui en faisaient la demande... Cela se passe de commentaires. Les grands moyens de communication traitent à peine ce sujet, la droite reste sans broncher, les sondages — il est toujours le ministre le plus populaire — approuvent sa « fermeté » et les maires répètent sa ritournelle.

Donc, les gitans continuent à être les indésirables officiels ; ils semblent être les seuls à ne pas trouver une place dans la docte et humaniste République française. Malgré tout, à Ris-Orangis, les enfants, les adultes et les vieux survivants du « Porraimos » n'ont perdu ni l'envie ni la joie de vivre. Même si, bien entendu, les forces qu'ils dépensent aujourd'hui, ils ne les auront plus demain.

Miguel Mora, *El Pais*
traduction Chantal Albertini